

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



SMURFIT KAPPA FRANCE
5 avenue du Général de Gaulle
94160 Saint-Mandé

Références : XB/FD/E/2023-109
Code AIOT : 0005501702

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté Zone de Caradec - B.P. 2 - 56120 Guégon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 21/03/2023 s'inscrit dans le cadre d'une action coup de poing visant à s'assurer que l'exploitant qui détient des produits dangereux (y compris déchets dangereux) tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux présents avec un plan général des stockages (éléments qui seront utiles notamment pour le SDIS en cas d'accident/ incendie).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- Zone de Caradec - B.P. 2 - 56120 Guégon
- Code AIOT : 0005501702
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Smurfit Kappa Group est une entreprise de fabrication d'emballages à base de papier. Le site, objet de la présente visite d'inspection, situé lieu-dit Caradec à Guégon (56120), fabrique des emballages cartons pour diverses industries agroalimentaires comme Agrigel, Saveol mais aussi des industries lourdes comme Yves Rocher ou Cellulose de Broceliande.

Le site est autorisé par arrêté d'autorisation du 23/06/2005 au nom de la SCA EMBALLAGE. Un récépissé de déclaration de succession a été délivré à la société SMURFIT KAPPA FRANCE le 03/10/2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions applicables aux installations 2445 E	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 3,3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents requis au titre de l'inspection, extrait de registre permettant de visualiser l'état des stocks par bâtiment annexé à un plan général des bâtiments de stockage, doivent être rendus facilement accessibles aux services d'incendie et de secours par les moyens que l'exploitant jugera adapté à la situation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions applicables aux installations 2445 E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 3,3
Thème(s) : Risques chroniques, Action coup de poing « Registre produits dangereux »
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des matières dangereuses détenues, auquel est annexé un plan général des stockages. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, le registre indiquant la nature et la quantité des matières dangereuses détenues par l'exploitant a pu être présenté en salle au travers du réseau informatique de l'exploitant. L'exploitant détient également un plan général des installations faisant apparaître les stockages. Toutefois il n'existe pas de lien entre ces deux documents. Afin d'assurer une parfaite conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel, le plan des installations doit être mis à jour pour faire apparaître la quantité des matières dangereuses maximales susceptible d'être détenue. Ce document doit être rendu facilement accessible aux services d'incendie et de secours par les moyens que l'exploitant jugera adapté à la situation du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

